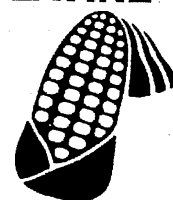




**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2166 • AmL30
1-15 juillet 1997

MOTS-CLEFS
Libération
Christianisme
Colonialisme
Conscientisation
Culture autochtone
Indiens

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax : 04 72 40 96 70
Courriel : dial@globenet.org - Site : <http://www.dial-infos.org>

POUR UN AUTRE JUBILÉ DE L'AN 2000

SE MOBILISER POUR LA LIBÉRATION DES PEUPLES INDIGÈNES ET DES OPPRIMÉS

Le texte que nous publions ci-dessous propose une façon "différente" de célébrer le jubilé de l'an 2000. Il puise simultanément aux sources bibliques du jubilé et aux situations actuelles des peuples indigènes en Amérique latine. Il est dédié à la mémoire de Mgr Leónidas Proaño, ancien évêque de Riobamba en Équateur, ami et défenseur des Indiens. Les réflexions ici proposées n'émanent pas directement d'un auteur latino-américain (contrairement à nos habitudes), mais d'un homme dont plusieurs textes ont été récemment diffusés par les médias latino-américains de défense des droits de l'homme ou liés au courant des théologies de la libération. Il s'agit de Giulio Girardi, philosophe et théologien, membre de la Coordination italienne de solidarité avec les peuples indigènes. Cet article dont nous publions la seconde partie a été diffusé par Cencos Iglesias, décembre 1996 (Mexique).

Le jubilé dans la perspective d'Israël et de Jésus

Le jubilé chrétien prétend s'inspirer de la tradition biblique et surtout du message de Jésus. Le pape rappelle¹ que dans l'Ancien Testament (comme par exemple dans le *Lévitique*, 25 et dans le *Deutéronome* [Dt 15, 1-11]), le jubilé était un temps particulièrement consacré à Dieu au cours duquel on laissait se reposer la terre, on devait libérer les esclaves juifs et remettre toutes les dettes. Un temps au cours duquel on proclamait également "l'émancipation" de tous les habitants qui aspiraient à la liberté. À cette occasion, tous les Israélites recouvraient la

possession de la terre de leurs pères, si éventuellement ils l'avaient vendue ou si, étant réduits en esclavage, ils l'avaient perdue. Par conséquent, l'année jubilaire devait restaurer l'égalité entre tous les fils d'Israël et rétablir entre eux la justice sociale. Cela supposait que le gouvernement et la législation s'étaient donnés pour tâche de protéger les plus faibles et de garantir leurs droits face à l'arrogance des plus riches.

À partir de cet arrière-fond biblique on comprend la profonde réinterprétation du jubilé que Jésus proposa quand, se présentant aux habitants de Nazareth, il leur cita le passage d'Isaïe : "L'Esprit du Seigneur est sur moi parce qu'il m'a conféré l'onction pour annoncer la bonne nouvelle aux

pauvres. Il m'a envoyé proclamer aux captifs la libération et aux aveugles le retour à la vue, rendre la liberté aux opprimés, proclamer une année d'accueil par le Seigneur." (Lc 4,16-19) Pour Jésus, le jubilé est un temps de libération totale ; or, la libération constitue précisément l'essence de sa mission.

Il est cependant bien difficile de trouver un écho de cette conception du jubilé dans la façon dont elle est envisagée par le pape car elle manifeste un ecclésiocentrisme qui éclipse le point de vue des opprimés. (...)

Certes, la référence aux pauvres et aux exclus qui sont l'objet d'une option préférentielle de la part de l'Église est présente dans les préoccupations du pape. "Il faut dire avant tout que l'en-

1. Il s'agit de la lettre apostolique *Tertio Millennio Adveniente* (NdT).

gagement au service de la justice et de la paix dans un monde aussi profondément marqué que le nôtre par tant de conflits et par d'intolérables inégalités sociales et économiques est un aspect éminent de la préparation et de la célébration du jubilé." Cependant, la préoccupation qui se manifeste sincèrement dans cette déclaration ne supprime pas la distance qui existe entre le jubilé de l'Église romaine et celui de la Bible, entre le jubilé proclamé par le pape et celui qui fut proclamé par Jésus. D'une part, parce que la référence aux pauvres et aux exclus n'apparaît plus comme l'essentiel du jubilé mais qu'il en est seulement un aspect secondaire auquel le pape ne s'intéresse qu'à la fin du document lorsqu'il explique quel sera le contenu de la préparation de la troisième année. D'autre part, parce que cette référence ne faisant plus allusion à la libération des esclaves a perdu la charge subversive qui la caractérisait du point de vue de la société dans la conception biblique et surtout à travers la proclamation jubilatoire de Jésus.

Pour un jubilé célébré du point de vue des indigènes engagés dans un mouvement de libération

Je veux à présent faire une proposition qui permettrait de retrouver le sens originel du jubilé du point de vue de la pénitence et de la libération et de redonner à l'option pour les pauvres son rôle central en tant que caractéristique de l'événement. L'idée a surgi de la concomitance entre la transition du deuxième au troisième millénaire et la décennie internationale des peuples indigènes telle qu'elle a été proclamée par les Nations unies (10 décembre 1994 - 10 décembre 2004). La proposition consiste à envisager la transition du deuxième au troisième millénaire du point de vue des peuples indigènes qui émergent à la conscience et à la dignité en tant que sujets.

En 1992, nous l'avons déjà rappelé, bien des personnes, des groupes, des mouvements, des comités se sont mobilisés pour s'opposer aux commémorations du cinquième centenaire de la conquête et de l'évangélisation et surtout pour refuser l'idéologie qui les

avait inspiré, une idéologie de conquête et de domination. Ce refus allait de pair avec la mise en valeur du point de vue des peuples indigènes au sujet de ces exploits et de l'ensemble de l'histoire. Il me semble également urgent de procéder à une analyse de l'idéologie qui inspire le projet de célébration du millénaire, compris comme une exaltation des 2 000 ans de civilisation chrétienne. Car il est impossible de ne pas avoir le même jugement sur le cinquième centenaire et sur les deux mille ans. La conquête coloniale et les conquêtes qui ont engendré la modernité sont l'aboutissement naturel d'une idéologie et d'une pratique impériales qui ont marqué notre ère de bout en bout.

Certes, l'impérialisme ne marque pas seulement l'ère chrétienne, car celle-ci se contente de faire se perdurer des idéologies et des pratiques antérieures. Cependant, ceci constitue pour les croyants le nœud du problème qui les angoisse : Pourquoi le christianisme n'a-t-il pas changé le cours de l'histoire ? Pourquoi n'a-t-il pas réussi à briser la loi du plus fort et s'est-il incliné devant elle ? Pourquoi le message libérateur exprimé par Jésus est-il si souvent devenu, dans l'interpréta-

tion proposée par les Églises, un appel à la soumission et à la résignation ? Est-il légitime de penser que le christianisme n'a pas changé le monde parce que le monde a changé le christianisme ?

S'interroger sur le sens des deux derniers millénaires revient à se hasarder à une évaluation de la civilisation de l'Occident chrétien et, par conséquent, de l'évangélisation. S'interroger sur les perspectives du troisième millénaire revient à se demander si celui-ci doit se situer en cohérence par rapport aux deux premiers ou si ne s'impose pas plutôt par rapport à eux une rupture et une inversion de tendance.

Dans ce contexte, affirmer notre identification avec les peuples indigènes signifie assumer leur point de vue dans l'estimation de l'histoire passée et la prévision de l'histoire à venir, assumer le point de vue des exclus de notre civilisation et non celui des puissances dominantes. Il s'agit là d'un choix de civilisation qui est inséparable d'un choix de vie.

Envisager le jubilé du point de vue des exclus revient à retrouver son sens originel de pénitence et de libération, à redécouvrir son poids de subversion. Cela signifie que toutes les Églises



*L'arrivée de Christophe Colomb à Hispaniola
Gravure de Théodore de Bry*

devraient proclamer le message de Jésus en s'engageant aux côtés des peuples indigènes et de tous les opprimés du monde dans leur combat pour leur libération, c'est-à-dire dans leur effort pour s'affirmer comme sujets de leur propre histoire. Cela signifie qu'il faut dénoncer courageusement le crime et le péché structurels qui induisent l'exclusion de la plus grande partie de l'humanité ainsi que l'idéologie libérale qui les produit. Cela signifie que la priorité de la mobilisation jubilaire doit être non pas l'unité entre les Églises mais la solidarité entre les peuples et continents ; une réconciliation qui transformera non seulement les relations interpersonnelles mais surtout les relations structurelles entre le Nord et le Sud.

Cela signifie encore qu'il faut lutter pour que les pays riches remettent la dette des pays pauvres car celle-ci est devenue l'instrument le plus mortifère de leur exploitation et de leur domination ; bien plus, il faut que les pays riches reconnaissent la dette qu'eux-mêmes ont contractée à l'égard des pauvres au cours de leur histoire et qu'ils s'engagent à la leur payer. Cela signifie enfin qu'il faut soutenir les peuples indigènes dans la lutte qu'ils mènent pour récupérer la terre de leurs ancêtres qui leur a été violemment enlevée par les conquistadors d'hier et d'aujourd'hui.

Le jubilé de l'an 2000, temps de conversion pour les Églises

Envisager le jubilé du point de vue des peuples indigènes impose également aux Églises l'obligation de reconnaître leur responsabilité dans la genèse d'une civilisation génocide non seulement du côté des chrétiens mais aussi du côté des Églises en tant que telles et de leur pratique évangélisatrice ; il faut pour cela mettre en question le projet jubilaire d'autocélébration et entreprendre au contraire un cheminement de conversion. Il leur faut alors assumer à présent et jusque dans ses ultimes conséquences l'option en faveur des opprimés, prendre parti pour les peuples qu'ils ont contribué et contribuent encore à asservir, reconnaître la dette historique, culturelle et

économique qu'elles ont vis-à-vis de ces peuples et s'engager à les rembourser.

Pour ces Églises, la manière la plus chrétienne de célébrer le jubilé serait de prendre l'initiative de restituer aux peuples indigènes les terres qui leur furent enlevées par les conquistadors et les colonisateurs et qui aujourd'hui font partie du patrimoine ecclésiastique. En ce sens il me semble extrêmement important de souligner le témoignage, souvent inconnu ou caché, des prêtres et des évêques qui ont eu le courage de reconnaître dans la pratique cette dette historique de l'Église et ont commencé à la rembourser, ce qui leur a valu de devoir affronter la persécution non seulement des grands propriétaires, des gouvernements et des bandes paramilitaires mais aussi de certains de leurs frères dans le sacerdoce, de l'épiscopat et de la curie romaine.

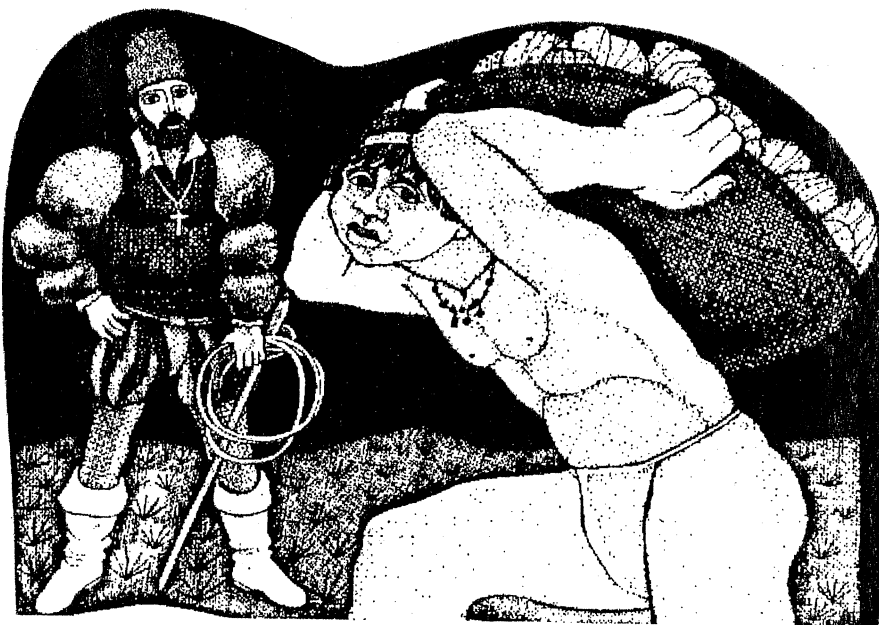
Annoncer au monde un jubilé de libération ne serait nullement crédible si

chrétienté". Car le centre authentique de la chrétienté c'est le Seigneur présent dans la vie, la souffrance et la lutte des opprimés.

Le témoignage prophétique et subversif de Mgr Proaño

Dans cette perspective la figure de Mgr Leónidas Proaño, évêque de Riobamba, Équateur, apparaît comme une figure emblématique : il a consacré sa vie à la promotion des peuples indiens dans la société et dans l'Église, en leur rendant leur fierté d'être indiens, héritiers de grandes cultures et de grandes religions. Il ne s'est d'ailleurs pas contenté d'un simple engagement politique et culturel mais il a remis aux Indiens des terres du diocèse, reconnaissant par là le droit historique qu'ils avaient sur ces terres et considérant que ce geste n'était qu'une restitution².

Je tiens à rappeler cette page glorieuse de l'histoire de l'Église en rapportant les paroles de Mgr Proaño lui-même :



Peinture de Cezero Barredo (détail)

les Églises n'avaient pas le courage de le ratifier, comme le fit Jésus, par le témoignage de leur propre engagement. Pour toutes les Églises locales la célébration du jubilé serait plus authentique si elles consacraient au service des opprimés et de leur libération tous les moyens qu'elles vont investir dans l'organisation de pèlerinages massifs vers le "Centre de la

"En effet, la population du diocèse de Riobamba était composée de deux tiers d'indigènes. J'ai constaté que leur situation était déplorable à tous points de vue : économique, social, éducatif,

2. Mis en accusation par les grands propriétaires terriens, par le gouvernement et suspecté par une partie de la hiérarchie catholique, Mgr Proaño fut l'objet d'une enquête ordonnée par le Vatican en décembre 1972. Cf. DIAL D 85, 87, 156, 190, 331, 350 (NdT).

politique, religieux. Ils vivaient dans la misère la plus totale ; ils étaient victimes du mépris de tous ; ils se trouvaient terriblement marginalisés par la société et même par l'Église. L'Église de Riobamba était propriétaire de grandes étendues de terres et avait hérité de systèmes postcoloniaux. C'était une honte, mais la réalité était ainsi.

Munie des autorisations ecclésiastiques nécessaires et au terme d'un long processus préparatoire, l'Église a remis gratuitement 370 hectares de terre à une coopérative de familles indigènes qu'elle avait elle-même contribué à promouvoir.

Peu de temps après, quand le gouvernement équatorien de l'époque a promulgué la première loi de réforme agraire, l'Église, moyennant une convention, a fait don de l'une de ses plus grandes propriétés pour que soit mise en place la réforme agraire pour des milliers de familles indigènes. Dans le même but, quelques années plus tard, elle s'est défait du reste de ses propriétés.

L'Église de Riobamba a ainsi purifié son visage souillé depuis des siècles par sa condition de grande propriétaire terrienne. C'est ainsi que, le visage pur, elle a pu se mettre du côté "des plus pauvres parmi les pauvres" dans leur juste lutte pour revendiquer leur droit à la terre".

Les initiatives de Proaño ont suscité une prise de conscience des Indiens et ont contribué à les mobiliser pour qu'ils réclament leurs terres aux autres propriétaires et aux évêques. Telle est l'origine de la guerre que leur ont déclarée d'une part les grands propriétaires et d'autre part les évêques. C'est ainsi qu'a commencé un processus de "déproanisation" qui perdure et s'est amplifié après sa mort et qui prétend non seulement enlever toute légitimité à ses initiatives et à les bloquer mais qui s'est aussi donné comme objectif

de détruire, comme étant subversif, le message évangélique qui inspire sa pensée théologique et pastorale.

Je voudrais lancer ici un appel aux chrétiens d'Amérique latine et d'Europe qui sont engagés aux côtés des indigènes pour que, dans le contexte du jubilé et de sa préparation, ils coopèrent à la défense du patrimoine des peuples indiens et de l'Église en soutenant moralement et matériellement la Fondation peuple indien de l'Équateur³, instituée par Mgr Proaño lui-même, laquelle reste fidèle à sa pensée et contribue aux célébrations du dixième anniversaire de sa mort (1998).

Le jubilé, temps d'ouverture macroœcuménique

Il ne s'agit pas seulement pour les Églises de rendre les terres à leurs propriétaires légitimes mais encore de reconnaître leur responsabilité dans le génocide culturel et religieux subi par les indigènes et, par voie de conséquence, de se demander honnêtement quelle est la conception de l'évangélisation qui a légitimé ces crimes objectifs (sans pour autant méconnaître la bonne foi et le dévouement de tant de missionnaires).

Dans ce contexte, l'œcuménisme du jubilé est appelé à faire un saut qualitatif. D'abord, en dépassant les frontières des Églises pour s'étendre à toutes les religions qui sont engagées dans la libération des hommes et des peuples et tout particulièrement aux religions ancestrales des peuples indigènes. Ensuite, en établissant avec ces dernières une relation de dialogue et de réciprocité, ce qui suppose l'abandon du présupposé de la supériorité et de l'ethnocentrisme historique du christianisme. Troisièmement, en ins-

crivant expressément parmi les objectifs communs la restitution des terres aux peuples indigènes de la part des Églises. Quatrièmement, et particulièrement pour les Églises qui comptent une forte présence indigène, l'œcuménisme suppose la capacité de reconnaître leur identité historique, de la confronter à la culture européenne et de se renouveler en permettant aux indigènes d'être des acteurs à part entière, en contribuant au sauvetage de leurs cultures et de leurs religions et en s'ouvrant à leur apport spécifique : ceci implique qu'elles se transforment en une Église indienne, qu'elles mettent en place une liturgie indienne, une lecture indienne de la Bible, une théologie indienne, etc. Pour l'Église universelle, l'expérience de ces Églises locales représente un appel radical à la conversion et à la mobilisation qui soit en cohérence avec l'option pour la promotion des opprimés en tant que sujets autonomes. Je veux conclure cette réflexion en rappelant les paroles que Mgr Proaño prononça de son lit, quelques heures avant sa mort⁴ : "Il me vient une idée, il me survient une idée : c'est que l'Église est la seule responsable de la situation d'oppression des Indiens. Quelle douleur ! Quelle douleur !". Ce testament nous provoque de façon terriblement efficace à une relecture évangélique du jubilé en tant qu'appel au repentir et à la conversion des Églises d'une part et d'autre part en tant qu'annonce de libération pour les pauvres.

4. Cf. DIAL Hors série A 73 et D 1357 (NdT).

3. *Fundacion Pueblo Indio del Ecuador, Ruiz de Castiela 216 y Sosaya, apartado 17-03-16 A, tel 529-361, fax 235-098 Quito - Ecuador, directora ejecutiva : Nidia Arrobo Rodas.*

Traduction, titre et sous-titres DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.